

2009-1633

D3

Direction générale
de l'alimentation

Sous-direction de la
qualité et de la protection
des végétaux

Bureau de la
réglementation et de la
mise sur le marché des
intrants

Dossier suivi par : SS

Réf : 8800417CORR12096



MAKHTESHIM AGAN FRANCE
2 rue Troyon
92316 SEVRES - CEDEX
FRANCE

Paris, le 07 JAN. 2013

Objet : Lettre de décision

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint la lettre de décision qui fait suite à votre demande de correction suite à une erreur administrative, concernant le produit :

N° Intrant : 8800417 - MERPAN SC

AMM n° 8800417

(ce n° intrant et ce nom sont à rappeler dans chaque correspondance concernant ce dossier)

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation du Directeur général de
l'alimentation, l'ICPEF, Sous-directeur de la qualité et de la
protection des végétaux,

Robert TESSIER

Conformément aux dispositions du chapitre III du titre V du livre II de la partie législative du Code Rural et des textes pris pour son application, les décisions suivantes ont été arrêtées dans les conditions ci-dessous :

Descriptif de l'Intrant

N°intrant : 8800417 Nom commercial : **MERPAN SC**

Produits Phytopharmaceutiques
N° AMM : 8800417

Firme détentrice : MAKHTESHIM AGAN FRANCE

Type commercial : Produit de référence

Composition : Captane 480 G/L

Vu votre recours en date du 22 juin 2012

Correction de la dose homologuée sur l'usage Prunier*traitement des parties aériennes*tavelure du mirabellier

Dénominations commerciales

MERPAN SC

Liste des usages rattachés

USAGE 12653205 - PRUNIER * TRAIT. PARTIES AERIENNES * TAVELURES DU MIRABELLIER

Dose d'emploi 3 L/HA

Décision AUTORISATION MISE SUR LE MARCHE

DAR (jour): 21 Max. Apport 4 ZNT : 20 m

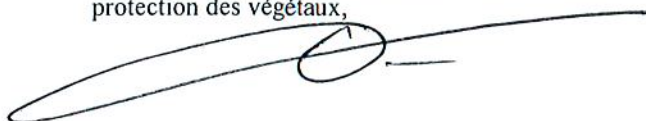
Cond. Emp.

Les conditions d'utilisation de la préparation, compte-tenu des bonnes pratiques agricoles critiques proposées, permettent de respecter la limite maximale de résidus en recommandant un délai avant récolte de 21 jours.

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation du Directeur général de
l'alimentation, l'ICPEF, Sous-directeur de la qualité et de la
protection des végétaux,

07 JAN. 2013



Robert TESSIER